

CONTRAT EMETTEUR

EN DATE DU [XX.XX.XXXX]

CONTRAT EMETTEUR

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

WiseProfits, société par actions simplifiée au capital de 6.583,11 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 812 309 284, dont le siège social est 14 avenue de l'Opéra – 75001 Paris, agréée auprès de l'AMF en tant que conseiller en investissements participatifs et enregistrée à l'Orias (Registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance) sous le n°16002193, représentée par M. Cyril Tramon, en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée l'« *Opérateur de la Plateforme* » ou « *WPF* »,

D'une part,

ET

La société [Dénomination sociale], société [forme sociale] au capital de [capital social] euros, dont le siège social est sis [siège social], immatriculée au registre du commerce et des sociétés de [ville] sous le numéro [numéro], dûment représentée par son [type de mandat ex : président, directeur général], [civilité] [prénom] [nom],

Ci-après dénommée l'« *Emetteur* »,

D'autre part.

WPF et l'Emetteur sont ci-après dénommés ensemble les « **Parties** » et chacun une « **Partie** ».

INTERPRETATION ET DEFINITIONS PREALABLES

Le préambule des présentes fait partie intégrante du Contrat. Il a donc la même portée contractuelle. Toute référence à un article ou à une annexe constitue, sauf stipulation expresse contraire, une référence à un article ou à une annexe du Contrat.

Outre les termes dont certains articles du Contrat donnent une définition expresse, les termes suivants auront la signification précisée ci-après lorsque leur première lettre apparaît en majuscule. Les définitions données pour un terme employé au pluriel s'appliqueront tant à l'ensemble ainsi défini qu'à un ou plusieurs de ses éléments pris individuellement. Les définitions données pour un terme employé au pluriel s'appliqueront également lorsque ce terme sera employé au singulier et *vice versa*.

- « **Action** » : a le sens défini à l'article 8.1 ;
- « **AMF** » : a le sens défini à l'article 2 ;
- « **Autorisation** » : a le sens défini à l'article 3 ;
- « **CIP** » : a le sens défini au préambule ;
- « **Clients** » : a le sens défini au préambule ;
- « **Commission de Succès** » : a le sens défini à l'article 2.2.3 ;
- « **Contrat** » : a le sens défini au préambule ;
- « **Contrat Obligataire** » : désigne le contrat obligataire qui sera signé entre l'Emetteur et chaque Investisseur pour les besoins de la réalisation de l'Opération ;
- « **Dashboard** » : a le sens défini à l'article 1.1 ;
- « **Date de Closing** » : désigne la date de souscription par le dernier Investisseur des obligations émises dans le cadre de l'Opération ;
- « **Documents d'Information** » : désignent les document d'information relatifs à l'Opération et à l'Emetteur qui figurent sur la Plateforme à la rubrique « Présentation de l'Emetteur et du projet » ;
- « **Droit de Propriété Intellectuelle et Industrielle** » : a le sens défini à l'article 3 ;
- « **Effet Défavorable Significatif** » : a le sens défini à l'article 3 ;
- « **Emetteur** » : a le sens défini dans la comparution des Parties ;
- « **Engagements de Souscriptions** » : a le sens défini à l'article 1 ;
- « **Fonds Collectés sur la Plateforme** » : a le sens défini à l'article 2.2.3 ;
- « **Investisseurs** » : a le sens défini à l'article 1.1 ;
- « **IRA** » : a le sens défini à l'article 2.2.4 ;
- « **Montant Maximum** » : a le sens défini au préambule ;
- « **Montant Minimum** » : a le sens défini au préambule ;
- « **Opérateur de la Plateforme** » : a le sens défini dans la comparution des Parties ;

- « **Opération** » : a le sens défini au préambule ;
- « **Partie** » : a le sens défini en page 2 ;
- « **Parties Indemnisées** » : a le sens défini à l'article 8.1 ;
- « **Pacte d'Actionnaire** » : désigne le pacte d'actionnaires qui pourra, le cas échéant, être signé entre l'Emetteur et chaque Investisseur pour les besoins de la réalisation de l'Opération ;
- « **Période de Collecte** » : désigne la période déterminée par les Parties dans le cadre des dispositions légales et réglementaires applicables, le cas échéant réduite en cas de résiliation du Contrat, pendant laquelle les Clients sont autorisés à manifester leurs Engagements de Souscription à l'Opération ;
- « **Placement Privé** » : a le sens défini à l'article 4.1 ;
- « **Plateforme** » : a le sens défini au préambule ;
- « **Préjudice** » : a le sens défini à l'article 8.2 ;
- « **Prestations** » : a le sens défini à l'article 1 ;
- « **Référencement** » : a le sens défini au préambule ;
- « **WPF** » : a le sens défini dans la comparution des Parties.

PREAMBULE

En sa qualité de Conseiller en Investissements Participatifs (« **CIP** »), WPF présente à ses membres (les « **Clients** ») des opportunités d'investissement. L'Opérateur de la Plateforme exploite le site Internet identifié sous l'URL suivante : www.wesharebonds.com (la « **Plateforme** »).

Dans le cadre de son développement, l'Emetteur souhaite procéder à l'émission de titres financiers, **obligations simples**, pour un montant minimum de **€** euros (le « **Montant Minimum** ») et un montant maximum de **€** euros (le « **Montant Maximum** »), ci-après l'« **Opération** ».

Les obligations simples émises dans le cadre de l'Opération auront une maturité de années au taux d'intérêt annuel de %.

Les conditions et modalités de l'Opération seront décrites par l'Emetteur dans la documentation définitive relative à l'Opération.

A la date des présentes, le capital social de l'Emetteur s'élève à euros, divisé en actions ordinaires entièrement libérées d'une valeur nominale de euros chacune et toutes de même catégorie.

A la date d'arrêté des comptes, le montant de dettes financières, y compris obligataires de l'Emetteur s'élève à euros.

L'Emetteur souhaite pouvoir présenter ses activités et projets puis, le cas échéant, l'Opération sur la Plateforme auprès des Clients, dans le respect du cadre légal et réglementaire de l'activité de CIP exercée par WPF.

Sous réserve du succès de la phase d'instruction du dossier de l'Emetteur en vue de sa mise en ligne sur la Plateforme (le « **Référencement** »), WPF accompagnera l'Emetteur dans la collecte des fonds sur la Plateforme, dans le suivi des opérations juridiques devant intervenir entre la collecte de fonds et la réalisation définitive de l'Opération et le suivi technique et administratif après l'Opération.

C'est dans ce contexte que les Parties se sont rapprochées et ont conclu le présent contrat (le « **Contrat** »).

CECI EXPOSE, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. OBJET

1.1 Sous réserve des termes et conditions du présent Contrat, WPF fournit à l'Emetteur les prestations suivantes (les « **Prestations** ») :

(i) **D'instruction du dossier en vue du Référencement sur la Plateforme** de l'Emetteur, comprenant :

- a. L'instruction du dossier de l'Emetteur correspond à la mise en forme et la mise en ligne des informations fournies par l'Emetteur à WPF, afin de présenter aux Clients les activités et projets de l'Emetteur, sur la base principale et non exclusive des informations fournies par cette dernière, en conformité avec les conditions générales d'utilisation de la Plateforme figurant sur la Plateforme,
- b. le cas échéant, d'un commun accord des Parties, le Référencement de l'Opération sur la Plateforme, qui comprend la mise en forme et la mise en ligne des informations fournies par l'Emetteur pour la présentation de l'Opération aux Clients, sur la base principale et non exclusive des informations fournies par l'Emetteur, avec accès restreint aux Clients, en conformité avec les conditions générales d'utilisation de la Plateforme figurant sur la Plateforme.

Le succès de ce Référencement sur la Plateforme repose en grande partie sur l'adéquation des caractéristiques de l'Opération souhaitée par l'Emetteur avec ses caractéristiques juridiques et financières ainsi que de la qualité des documents et informations transmises par l'Emetteur durant cette phase.

L'Emetteur reconnaît que le Référencement sur la Plateforme n'est à la date de signature des présentes qu'une espérance, et qu'en cas de terminaison du Contrat par l'une ou l'autre des Parties durant cette phase, l'ensemble des rémunérations dues à WPF au titre de l'instruction du dossier en vue du Référencement sur la Plateforme décrite au 2.2.1 ci-après seront intégralement dues.

(ii) **de suivi technique de l'Opération pendant la Période de Collecte**, à savoir :

- a. le comptage des visiteurs sur la page web de la Plateforme dédiée à l'Opération financière de l'Emetteur ;
- b. la gestion des processus des engagements de souscription à l'Opération (les « **Engagements de Souscriptions** ») par les Clients, étant précisé qu'un Client ayant formalisé un Engagement de Souscription est ci-après désigné un « **Investisseur** » ; cette gestion comprendra notamment le recueil des fonds sur le compte personnel du Client ouvert sur la Plateforme et la signature électronique de l'Engagement de Souscription ou d'autres documents ;
- c. le suivi administratif de la collecte des fonds pour l'Emetteur (suivi et reporting à l'Emetteur des Engagements de Souscription reçues sur le compte bloqué de l'Emetteur).

(iii) **de suivi technique de l'Opération entre la clôture de la Période de Collecte et la Date de Closing** à savoir :

- a. l'organisation de la réalisation juridique de l'Opération, et notamment la coordination des conseils de l'Emetteur et de WPF ;
- b. la transmission de l'ensemble des documents relatifs à la réalisation juridique de l'Opération aux Investisseurs pour signature électronique puis la transmission en retour à l'Emetteur, et post Date de Closing, la transmission de l'ensemble des documents relatifs à l'Opération aux Investisseurs.

- (iv) de **suivi technique et administratif de l'Opération après la Date de Closing**, à savoir la collecte auprès de l'Emetteur et la transmission aux Investisseurs de l'ensemble des éléments de reporting précisé dans le Pacte d'Actionnaires, ou le Contrat Obligataire. Dans le cadre du respect du droit renforcé à l'information des Investisseurs, WPF permet aux Investisseurs (et à l'Emetteur), de suivre l'évolution de leur investissement via un tableau de bord (« **Dashboard** ») consultable à tout moment sur leur profil WPF. Le Dashboard présente les informations essentielles de chaque investissement en action et en obligation de l'Investisseur. Il indique notamment l'historique de l'Opération, le calendrier des assemblées, met à disposition les documents d'investissement signés, les attestations de détention de titres, les comptes annuels et le reporting de l'Emetteur et pour les détenteurs d'obligations, les dates de versement de coupons, etc.

1.2 L'Emetteur reconnaît que WPF est lié à ses Clients par une relation de conseil en investissements participatifs qui constitue le fondement de son activité. Par conséquent, l'Emetteur reconnaît que :

- (i) le Contrat ne constitue en aucun cas un mandat de recherche de souscripteurs par WPF pour le compte de l'Emetteur ;
- (ii) seules des opérations relatives à des actions ordinaires et à des obligations à taux fixe peuvent être proposées sur la Plateforme, à l'exclusion de tout autre titre donnant accès au capital ;
- (iii) WPF reste libre à tout moment de juger de l'adéquation de l'Opération au profil des Clients ; l'ensemble des interventions de WPF dans le cadre de la présentation de l'Opération aux Clients est réalisé à sa seule discrétion, dans l'intérêt exclusif des Clients, et en toute indépendance de l'Emetteur ;
- (iv) WPF détermine seul et de manière indépendante la manière dont seront présentées aux Clients les informations fournies par l'Emetteur relatives à l'Opération et à l'Emetteur ;
- (v) les échanges entre WPF et l'Emetteur relatifs à la présentation de l'Opération aux Clients seront réalisés dans le but exclusif de fournir une information exacte, claire, cohérente, équilibrée et non trompeuse aux Clients afin que ces derniers puissent prendre une décision d'investissement en pleine connaissance des informations relatives à l'Emetteur et à l'Opération.

1.3 Les Parties conviennent expressément que les Prestations ne comprennent pas d'autre service que ceux décrits dans les Prestations définies à l'Article 1.1 ci-avant, et qu'en particulier WPF :

- (i) ne réalise en aucun cas une prestation de conseil ou d'accompagnement auprès de l'Emetteur,
- (ii) ne réalise en aucun cas la fourniture d'une prestation de placement non garanti ou garanti au sens des dispositions du Code Monétaire et Financier,
- (iii) ne fournit à l'Emetteur aucun service de paiement ou de monnaie électronique.

ARTICLE 2. REMUNERATION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

2.1 – Principe de la rémunération

La rémunération versée par l'Emetteur à WPF au titre du Contrat est soumise aux dispositions de l'article 325-6 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** »). A ce titre, l'Emetteur reconnaît expressément être informé que :

- (a) les Clients sont informés de l'existence, de la nature et du montant de la rémunération prévue au Contrat, et
- (b) cette rémunération a pour objet d'améliorer la prestation de conseil fournie par WPF aux Clients, conformément à la volonté de WPF d'agir au mieux des intérêts de ses Clients.

2.2 - Détermination de la rémunération

L'Emetteur s'engage à verser à WPF une rémunération au titre de chacune des Prestations qui lui sera fournie par WPF. Le montant de la rémunération versée à WPF s'entend en euros hors taxes, les taxes éventuellement applicables étant facturées en sus par WPF au taux en vigueur à la date de facturation.

Cette rémunération se décompose de la manière suivante :

2.2.1 Rémunération fixe au titre de l'instruction du dossier

L'Emetteur s'engage à verser à WPF, dès acceptation de la mise en ligne du dossier par le comité de sélection de WPF, une rémunération fixe au titre de l'instruction du dossier de l'Emetteur, dont le montant est indiqué dans les conditions particulières figurant en **Annexe 1**.

Cette rémunération fixe est définitivement acquise à WPF dès qu'elle est exigible, qu'une Opération soit ou non réalisée, ou que le Contrat soit ou non résilié.

2.2.2 Rémunération fixe au titre du suivi technique de l'Opération pendant la Période de Collecte

L'Emetteur s'engage en outre à verser à WPF une rémunération fixe pour ses diligences de suivi technique de l'Opération pendant la Période de Collecte, dont le montant et l'assiette sont indiqués dans les conditions particulières figurant en **Annexe 1**.

La rémunération fixe de suivi technique de l'Opération pendant la Période de Collecte est versée à WPF au plus tard cinq (5) jours ouvrés après le début de la Période de Collecte de l'Opération. Elle est définitivement acquise à WPF, qu'il soit mis ou non fin au Contrat avant la Date de Closing.

2.2.3 Suivi technique de l'Opération entre la clôture de la Période de Collecte et la Date de Closing

Les « **Fonds Collectés sur la Plateforme** » signifient les montants collectés par transfert des fonds correspondants à la souscription souhaitée à l'Opération sur le compte de monnaie électronique mis en place sur la Plateforme conformément à ses conditions générales d'utilisation.

L'Emetteur s'engage à verser à WPF une rémunération variable exprimée en pourcentage des Fonds Collectés sur la Plateforme, à savoir une commission de succès (la « **Commission de Succès** ») ;

Le mode de détermination et le champ d'application de la Commission de Succès sont indiqués dans les conditions particulières figurant en **Annexe 1**.

Le montant de la Commission de Succès est calculé par WPF et la facture y afférente communiquée à l'Emetteur par courrier électronique, après (a) l'expiration de la Période de Collecte, ou (b) la résiliation du Contrat dans les conditions de l'Article 12 ci-dessous. L'Opérateur de la Plateforme fournira les justificatifs nécessaires sur simple demande de l'Emetteur. Il est précisé qu'en cas de résiliation du Contrat pendant la Période de Collecte et à l'initiative de l'Emetteur, alors la Commission de Succès de WPF est due. Il est ainsi convenu entre les Parties que pour calculer le montant de la Commission de Succès, le montant retenu pour les Fonds Collectés sur la Plateforme sera nécessairement le maximum du (i) Montant Minimum et (ii) le montant des souscriptions à la date de résiliation du Contrat.

2.2.4 Rémunération au titre du suivi technique et administratif de l'Opération après la Date de Closing et indemnité de remboursement anticipé

L'Emetteur s'engage en outre à verser à WPF une rémunération variable pour ses diligences de suivi technique et administratif de l'Opération, dont le montant et l'assiette sont indiqués dans les conditions particulières figurant en **Annexe 1**.

Cette rémunération variable est versée à WPF au plus tard cinq (5) jours ouvrés après la Date de Closing et ensuite au plus tard cinq (5) jours ouvrés après chaque date anniversaire.

Dans l'hypothèse où l'Emetteur procéderait au remboursement anticipé total des obligations souscrites par les Investisseurs, des indemnités de remboursement anticipées (les « **IRA** ») seront dues par l'Emetteur, dont le montant et l'assiette sont indiqués dans les conditions particulières figurant en **Annexe 1**.

Les IRA seront versées à WPF et, le cas échéant, aux Investisseurs, concomitamment au remboursement anticipé de l'encours de l'Opération.

2.2.5 Frais

En sus des rémunérations visées ci-dessus, l'Emetteur supportera :

- (i) le cas échéant les frais de publications légales liés à l'Opération ;
- (ii) la rémunération et les frais des conseils spécialisés de l'Emetteur (commissaires aux comptes, conseils juridiques et fiscaux, experts, etc.) ;
- (iii) la rémunération et les frais des conseils spécialisés de WPF dans la limite d'un montant à déterminer d'un commun accord avec WPF ;
- (iv) les taxes et impôts dus par l'Emetteur du fait de l'Opération ;
- (v) les frais de l'établissement auprès duquel les fonds correspondants à l'Opération ont été ou seront déposés ;
- (vi) les frais de déplacement, de repas et d'hébergement des salariés et préposés de WPF, sur justificatifs, et sous réserve que l'Emetteur ait validé par écrit, préalablement au déplacement, le montant maximal des dépenses pouvant être engagées par WPF pour lesdits déplacements ;
- (vii) les prestations qui devront être réalisées par des prestataires tiers à WPF, notamment et sans que cette liste ne soit limitative : réalisations graphiques, réalisations et montages vidéo, location de salles, prestations de réception, etc., sous réserve que l'Emetteur ait donné son accord écrit par l'acceptation signée d'un devis comprenant la description et le prix desdites prestations. Les prestataires seront sélectionnés par l'Emetteur, sur présentation le cas échéant par WPF.

La facturation est établie par WPF, en application du Contrat, au nom de l'Emetteur, et envoyée au siège social de l'Emetteur ou par voie électronique.

Les règlements des factures seront effectués à réception par l'Emetteur, par chèque ou virement bancaire.

Toutes les sommes dues par l'Emetteur à WPF au titre du présent Contrat seront majorées de la taxe sur la valeur ajoutée dans la mesure où elle leur est applicable.

ARTICLE 3. DECLARATIONS DE L'EMETTEUR

L'Emetteur déclare et garantit à WPF ce qui suit, à la date de la signature de Contrat, étant précisé que les déclarations et garanties stipulées ci-dessous seront réputées réitérées à la date de mise en ligne sur la Plateforme des Documents d'Information (et, le cas échéant, à la date de chacun de leurs compléments, rectificatifs ou mises à jour) et à la Date de Closing, comme si elles avaient été données à chacune de ces dates :

- (i) il est régulièrement constitué, il existe valablement au regard des lois qui lui sont applicables et exerce ses activités conformément aux lois, décrets, règlements, et statuts (ou autres documents constitutifs) qui lui sont applicables ; les membres de ses organes sociaux et ses dirigeants, ainsi que le cas échéant ses commissaires aux comptes, ont été régulièrement nommés et exercent leurs fonctions respectives conformément aux lois applicables ;
- (ii) il a la pleine capacité pour détenir ses actifs et exercer ses activités et détient ses actifs et exerce ses activités de la manière décrite dans les Documents d'Information qui figureront sur la Plateforme ; il possède tant en France qu'à l'étranger, tous les permis, approbations et autres autorisations nécessaires à la détention et l'utilisation de ses actifs et à l'exercice de ses activités (les « **Autorisations** ») et s'y

conforme ; aucune modification ou retrait de l'une des Autorisations ne menace d'intervenir ;

- (iii) toutes les autorisations éventuellement nécessaires à la conclusion et l'exécution du Contrat (y compris l'autorisation de ses organes de direction ou de tout autre organe compétent) ont été dûment obtenues, sont toujours en vigueur et le seront à la Date de Closing, et le Contrat est conforme à son objet social ; il constitue un ensemble de droits et obligations ayant force obligatoire à son encontre en toutes ses dispositions ;
- (iv) la conclusion et l'exécution du Contrat ne contreviennent à aucune disposition des lois, décrets, règlements, et statuts (ou autres documents constitutifs) qui lui sont applicables, ou à aucun engagement contractuel et ne constituent pas un cas de déchéance du terme permettant à un créancier de déclarer l'exigibilité anticipée de toute dette contractée ou garantie par l'Emetteur ;
- (v) il n'est pas, ou ne sera pas à brève échéance, l'objet d'une procédure visée au Livre VI du Code de Commerce ou toute autre procédure étrangère équivalente, et il ne fait pas l'objet d'une procédure d'alerte ou toute autre procédure étrangère équivalente ;
- (vi) son capital social est composé de **[X]** actions ordinaires de même catégorie et conférant à leurs titulaires des droits identiques. Ces actions ont été valablement émises et souscrites et sont entièrement libérées. Le capital de l'Emetteur et les caractéristiques des titres qui le composent sont conformes à la description qui en est faite ou en sera faite dans les Documents d'Information. Il n'existe aucun titre émis par l'Emetteur donnant accès ou pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de l'Emetteur autres que ceux qui sont décrits dans les Documents d'Information. A l'exception de ce qui est mentionné dans les Documents d'Information, il n'existe aucun accord ou engagement au titre desquels l'Emetteur serait tenu ou pourrait être obligé de créer d'autres actions ou valeurs mobilières donnant accès ou pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, à son capital ;
- (vii) l'Opération sera valablement décidée et autorisée par ses organes sociaux conformément à ses statuts, son règlement intérieur, tout autre document contractuel, et aux lois et règlements applicables. Sous réserve du paiement effectif du prix de souscription des titres financiers émis dans le cadre de l'Opération, les titres financiers émis dans le cadre de l'Opération seront valablement émis, entièrement libérés à la Date de Closing. A la Date de Closing, il n'existera aucune restriction statutaire ou légale empêchant l'émission des titres financiers émis dans le cadre de l'Opération. Dès leur création, il n'existera aucune restriction statutaire restreignant la libre négociabilité des titres financiers émis dans le cadre de l'Opération ;
- (viii) la forme juridique de l'Emetteur lui permet de réaliser un Placement Privé ou une offre conforme à l'article L. 411-2 I Bis du Code monétaire et financier ;
- (ix) lorsque l'Emetteur est constitué sous la forme juridique d'une société par actions simplifiée et qu'il souhaite procéder sur la Plateforme à une offre conforme au I Bis de l'article L. 411-2 du Code Monétaire et Financier, ses statuts et sa gouvernance respectent impérativement les articles L. 227-2-1 et R. 227-2 du Code de Commerce ;
- (x) il a une activité industrielle ou commerciale réelle, dont l'objectif commercial est de mettre en œuvre une ou plusieurs stratégies d'entreprise ;
- (xi) il n'est pas défaillant dans l'exécution d'une obligation contractuelle dont l'inexécution serait susceptible d'affecter défavorablement l'Emetteur, ses activités, sa situation financière ou ses perspectives, ou sa capacité à exécuter ses obligations au titre du Contrat ;
- (xii) il n'existe pas à l'encontre de l'Emetteur d'action de nature judiciaire, administrative ou arbitrale (y compris en matière fiscale), de réclamation en cours ou de procédure de contrôle ou de redressement fiscal en cours ou, à sa connaissance, de menace d'action de nature judiciaire, administrative ou arbitrale ou de réclamations dont il pourrait résulter un effet défavorable pour l'Emetteur, ses activités, sa situation financière ou ses perspectives, ou qui pourrait affecter la bonne exécution du Contrat ou la réalisation des opérations qui y sont envisagées ;
- (xiii) ses comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation

financière, ainsi que du résultat de l'Emetteur. Ces comptes annuels ont été préparés conformément aux normes comptables françaises ;

- (xiv) en outre, depuis la date de clôture de ses derniers comptes et jusqu'à ce jour et sous réserve de ce qui est indiqué dans les Documents d'Information, il ne s'est produit aucun Effet Défavorable Significatif, un « **Effet Défavorable Significatif** » étant tout changement, événement ou circonstance ayant, ou étant susceptible d'avoir, individuellement ou collectivement, un effet défavorable significatif sur la situation juridique, financière, les résultats, les actifs, l'activité ou les perspectives de l'Emetteur ;
- (xv) depuis la date des derniers comptes annuels, il n'est pas envisagé de modifier pour l'établissement des comptes au titre du prochain exercice ou au titre de l'exercice clos, les principes et méthodes comptables appliqués par l'Emetteur dans le cadre de l'établissement des comptes annuels, à l'exception des modifications qui résulteraient d'un changement de la réglementation comptable applicable, intervenant entre la date du Contrat et la date d'établissement desdits comptes ;
- (xvi) à l'exception des engagements hors bilan mentionnés dans les comptes annuels et les Documents d'Information et de ceux qui ne seraient pas susceptibles d'avoir d'Effet Défavorable Significatif, l'Emetteur n'a actuellement pas d'engagement hors bilan ;
- (xvii) sous réserve de ce qui est indiqué dans les Documents d'Information, il n'existe aucune relation contractuelle de quelque nature que ce soit entre l'Emetteur d'une part, et tout actionnaire, associé ou dirigeant ou membre d'un organe de direction de WPF d'autre part ;
- (xviii) les Documents d'Information, et en particulier le document d'information réglementaire « AMF 2014-12 », ainsi que leurs éventuels rectificatifs, compléments ou mises à jour, à la date à laquelle ils ont été établis, contiennent toutes les informations requises par la législation et la réglementation applicables ; les Documents d'Information, à la date à laquelle ils ont été établis, soit, le cas échéant, à la date de chacun de leurs rectificatifs, compléments, ou mises à jour et à la Date de Closing, ne contiennent pas d'information inexacte concernant des faits importants, ni d'omission de faits importants dont la divulgation serait nécessaire afin que les informations qui y figurent ne soient pas, au regard des circonstances dans lesquelles elles ont été formulées, trompeuses ou susceptibles d'induire en erreur ; les informations figurant dans les Documents d'Information sont exactes, précises et sincères ;
- (xix) les prévisions et objectifs inclus dans les Documents d'Information, sont sincères, issues de sources que l'Emetteur estime fiables et fondées sur des hypothèses que l'Emetteur estime raisonnables ;
- (xx) il n'existe aucun autre fait connu de l'Emetteur ou raisonnablement prévisible par l'Emetteur dont l'omission pourrait, dans le contexte de l'Opération, faire qu'une information contenue dans l'un des Documents d'Information soit, à la date à laquelle il a été établi, susceptible d'induire en erreur sur un point important ;
- (xxi) les informations contenues dans les documents présentés lors des échanges avec les Investisseurs organisés avec l'Emetteur étaient, sont ou seront sincères et exactes en tous points à la date à laquelle chacun de ces documents a été ou sera établi ;
- (xxii) à l'exception des Droits de Propriété Intellectuelle et Industrielle librement disponibles dans le commerce et de ceux pour lesquels une absence de licence ou dont l'absence de propriété ou de droit d'utilisation ou dont le non-respect ne seraient pas susceptibles d'avoir d'Effet Défavorable Significatif :
 - l'Emetteur est valablement propriétaire ou est titulaire de licences d'utilisation valablement contractées et en cours de validité afférant à tous les Droits de Propriété Intellectuelle et Industrielle nécessaires à l'exercice de ses activités ; et
 - aucun de ces droits ne contrevient aux droits d'un tiers ;

étant précisé que pour les besoins du Contrat, le terme « **Droit de Propriété Intellectuelle et Industrielle** » désigne les brevets, les demandes de brevets, les marques, les dénominations sociales, les

noms commerciaux, les noms de domaines, les dessins et modèles, publiés ou non, les droits d'auteur, les logiciels, les droits liés au savoir-faire et à la technologie et tous autres droits de propriété intellectuelle et industrielle ;

- (xxiii) il a dûment rempli et déposé, auprès des autorités compétentes, toutes les déclarations fiscales dans les conditions prescrites par les textes en vigueur et, d'une façon générale, s'est conformée à toute prescription ou obligation de nature fiscale résultant de toute loi, règlement ou décision qui lui serait applicable, à l'exception de toutes omissions de dépôt ou de toutes violations d'une prescription ou obligation de nature fiscale qui ne seraient pas susceptibles d'avoir d'Effet Défavorable Significatif

L'Emetteur s'engage à informer immédiatement WPF de tout changement et de toute inexactitude qui viendrait affecter l'une quelconque des déclarations susvisées.

ARTICLE 4. ENGAGEMENTS DE L'EMETTEUR

4.1 - L'Emetteur prend les engagements suivants à l'égard de WPF :

- (i) L'Opération ne constituera pas une offre au public de titres financiers au sens de l'article L. 411-1 du Code Monétaire et Financier ; l'Opération constituera :
 - un placement privé conformément aux dispositions de l'article L. 411-2 II 2 ° du Code monétaire et financier (un « **Placement Privé** ») ;
 - et/ou
 - une offre conforme au I Bis de l'article L. 411-2 du Code Monétaire et Financier.
- (ii) L'Emetteur n'a entrepris et n'entreprendra aucun acte qui rendrait nécessaire une autorisation, un dépôt, un enregistrement ou une formalité quelconque dans quelque pays que ce soit, et notamment aux Etats-Unis, en France ou au Royaume-Uni, pour, en relation avec, ou en vue de la réalisation de l'Opération ;
- (iii) L'Opération se déroulera en conformité avec le cadre légal et réglementaire applicable à l'Opération, et l'Emetteur réalisera notamment toutes les formalités administratives et juridiques nécessaires ;
- (iv) L'Emetteur utilisera le produit net de l'Opération tel qu'indiqué dans les Documents d'Information ;
- (v) L'Emetteur maintiendra une activité industrielle ou commerciale réelle, dont l'objectif commercial est de mettre en œuvre une ou plusieurs stratégies d'entreprise ;
- (vi) L'Emetteur mettra à la disposition de WPF, dans les délais requis, toutes les informations nécessaires et requises à l'atteinte de l'objet du Contrat, et en particulier l'intégralité des informations devant figurer de manière impérative sur la Plateforme sous la rubrique « *Présentation de l'Emetteur et du projet* ».

S'il survient un événement ou des circonstances nécessitant de modifier de rectifier ou de compléter l'un quelconque des Documents d'Information, l'Emetteur s'engage, jusqu'à la Date de Closing, à en informer sans délai WPF et à fournir à ce dernier tous rectificatifs et/ou compléments aux Documents d'Information afin que les Documents d'Information, ainsi rectifiés ou complétés, demeurent en conformité avec les lois et règlements applicables. L'Emetteur s'engage à ce que les informations fournies par lui, y compris les documents promotionnels, soient exactes, complètes, claires, cohérentes, sincères, équilibrées et non trompeuses. L'Emetteur autorise WPF à communiquer ces informations aux Investisseurs ;

- (vii) Dans le cadre du respect du droit à l'information dans le cas d'une émission obligataire :

Conformément aux articles L228-69 et R228-76 du Code de Commerce, chaque Investisseur a le droit, dans les quinze (quinze) jours calendaires qui précèdent la réunion de l'assemblée générale de l'Emetteur, de prendre connaissance et d'obtenir la copie du texte des résolutions qui sont proposées et des rapports qui sont présentés à l'assemblée générale de l'Emetteur. Il a, à toute époque, le même droit en ce qui concerne les procès-verbaux et les feuilles de présence des assemblées générales de la masse à laquelle il

appartient. L'Emetteur s'engage à communiquer à WPF en sa qualité de représentant de la masse, ainsi qu'aux Investisseurs l'ensemble des éléments relatifs à la réunion de l'assemblée générale de la masse, en ce compris, le texte des résolutions et les rapports.

Par ailleurs, dans les quatre (4) mois qui suivront l'approbation des comptes de chaque exercice clos, l'Emetteur s'engage à communiquer à WPF, en sa qualité de représentant de la masse des obligataires, les comptes annuels de l'exercice clos, le rapport de gestion, le rapport général du commissaire aux comptes, s'il existe, et le procès-verbal de l'assemblée générale qui aura approuvé lesdits comptes. Tout Investisseur pourra prendre connaissance de ces documents en accès privé sur la Plateforme. Ce droit à l'information vient s'ajouter à celui prévu par l'article L228-55 du Code de Commerce.

4.2 - L'Emetteur s'engage à fournir à WPF tout document permettant d'attester qu'il respecte les déclarations et engagements pris dans le cadre du Contrat. Une liste non limitative de ces documents justificatifs figure en **Annexe 3** du Contrat.

ARTICLE 5. DECLARATIONS DE WPF

WPF déclare et garantit à l'Emetteur ce qui suit, à la date du Contrat, étant précisé que les déclarations et garanties stipulées ci-dessous seront réputées réitérées à la date de mise en ligne sur la Plateforme des Documents d'Information (et, le cas échéant, à la date de chacun de leurs compléments, rectificatifs ou mises à jour) et à la Date de Closing, comme si elles avaient été données à chacune de ces dates :

- (i) qu'elle est régulièrement constituée, qu'elle existe valablement au regard des lois qui lui sont applicables et exerce ses activités conformément aux lois, décrets, règlements, et statuts (ou autres documents constitutifs) qui lui sont applicables ; que les membres de ses organes sociaux et ses dirigeants, ainsi que le cas échéant ses commissaires aux comptes, ont été régulièrement nommés et exercent leurs fonctions respectives conformément aux lois applicables ;
- (ii) qu'elle a pleine capacité pour détenir ses actifs et exercer ses activités ; qu'elle possède tant en France qu'à l'étranger, toutes les Autorisations et s'y conforme ; qu'aucune modification ou retrait de l'une des Autorisations ne menace d'intervenir ;
- (iii) que toutes les autorisations éventuellement nécessaires à la conclusion et l'exécution du Contrat (en ce compris l'autorisation de ses organes de direction ou de tout autre organe compétent) ont été dûment obtenues, sont toujours en vigueur et le seront à la Date de Closing, et que le Contrat est conforme à son objet social ;
- (iv) que le Contrat constitue un ensemble de droits et obligations ayant force obligatoire à son encontre en toutes ses dispositions ;
- (v) que la conclusion et l'exécution du Contrat ne contreviennent à aucune disposition des lois, décrets, règlements, et statuts (ou autres documents constitutifs) qui lui sont applicables, ou à aucun engagement contractuel ;
- (vi) qu'elle n'est pas, ou ne sera pas à brève échéance, l'objet d'une procédure visée au Livre VI du Code de Commerce, et qu'elle ne fait pas l'objet d'une procédure d'alerte ;

ARTICLE 6. ENGAGEMENTS DE WPF

WPF prend les engagements suivants à l'égard de l'Emetteur :

- (i) elle fera ses meilleurs efforts pour réaliser les Prestations, conformément aux règles de l'art et dans les conditions de l'Article 1 du Contrat ;
- (ii) elle avisera promptement l'Emetteur si les informations fournies par l'Emetteur n'étaient pas suffisantes, ou si elles ne présentaient pas, d'après WPF, un contenu exact, complet, clair, cohérent, sincère et non trompeur, pour mener à bien sa mission de conseil auprès de ses Clients ;
- (iii) elle communiquera à l'Emetteur, à tout moment de la Période de Collecte et sur simple demande, le nombre

de Clients auxquels l'Opération a été présentée, et le montant des Fonds Collectés sur la Plateforme ;

(iv) elle informera l'Emetteur, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés, lorsque le montant des Fonds Collectés sur la Plateforme aura atteint certains seuils préalablement notifiés par écrit par l'Emetteur à WPF.

ARTICLE 7. RESPONSABILITE

La responsabilité de WPF ne saurait être engagée :

- en cas d'absence, de retard ou de suspension du Référencement de l'Emetteur sur la Plateforme motivé par la non-conformité de l'Opération, des Documents d'Information, ou de la situation de l'Emetteur, aux déclarations et engagements de l'Emetteur contenus aux Articles 3 et 4 du Contrat,
- si WPF n'adressait pas à ses Clients de recommandation d'investissement relative à l'Opération, étant à ce titre rappelé qu'une telle recommandation n'est réalisée qu'en fonction des résultats de l'évaluation du caractère approprié de l'Opération à la situation personnelle de chaque client de WPF,
- en cas d'absence ou d'insuffisance des Engagements de Souscription à l'Opération reçues pendant la Période de Collecte,
- en cas d'interruption momentanée du fonctionnement de la Plateforme pour quelle que cause que ce soit, notamment en raison de maintenance ou pour tout autre motif jugé nécessaire par WPF,
- de tout incident affectant temporairement la transmission des Engagements de Souscription et des bulletins de souscription tels qu'une défaillance informatique, l'interruption, la grève des services de télécommunications utilisés par WPF pour fournir les Prestations prévues par le Contrat,
- d'une défaillance qu'elle qu'en soit la nature du système de paiement LemonWay, ou du traitement des souscriptions par toute tierce personne qui n'agit pas en tant que mandataire de WPF,
- en cas de force majeure, cas fortuit, décision des autorités de tutelle, fiscales, judiciaires, ou gouvernementales qui l'empêcheraient de remplir ses obligations au titre du Contrat,
- en raison des conséquences juridiques, financières et fiscales de l'Opération, et des engagements pris par l'Emetteur dans le cadre du Contrat.

Dans tous les autres cas où la responsabilité de WPF serait engagée au titre du Contrat, elle sera limitée au montant de la rémunération perçue par WPF en application de l'Article 2 du Contrat.

ARTICLE 8. INDEMNISATION

8.1- Les obligations assumées par WPF au titre du Contrat le sont notamment sur le fondement des déclarations, garanties et engagements de l'Emetteur stipulés au Contrat.

L'Emetteur s'engage à indemniser intégralement WPF, ainsi que ses préposés, dirigeants, membres de ses organes sociaux, agents et employés (les « **Parties Indemnisées** ») de tout Préjudice qui résulterait de toute réclamation, instance ou action (judiciaire, administrative ou arbitrale) (une « **Action** ») impliquant l'une ou plusieurs des Parties Indemnisées en raison (i) d'une inexactitude ou omission de l'une des déclarations et garanties de l'Emetteur figurant au Contrat, (ii) d'un manquement par l'Emetteur à l'une quelconque de ses obligations au titre du Contrat, (iii) de l'omission, réelle ou alléguée, d'une mention ou d'une information requise par la législation et la réglementation applicable ou d'une information nécessaire pour permettre aux Clients d'évaluer en connaissance de cause, le patrimoine, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'Emetteur ainsi que les droits attachés aux instruments financiers existants et émis dans le cadre de l'Opération, ou (iv) d'une mention, réelle ou alléguée, concernant des faits importants, d'une omission, réelle ou alléguée, de faits importants dont la divulgation serait nécessaire afin que les informations qui figurent sur la Plateforme ne soient pas, au regard des circonstances dans lesquelles elles ont été formulées, trompeuses ou susceptibles d'induire en erreur.

8.2 - Pour les besoins du présent Article 8, « **Préjudice** » signifie tout préjudice, responsabilité, dommages et

intérêts, perte ou frais supportés ou encourus, au fur et à mesure de leur débours, par l'une quelconque des Parties Indemnisées consécutivement à une Action (y compris les frais et honoraires d'avocats).

8.3 - Dans le cas où WPF ferait l'objet d'une Action susceptible d'entraîner la mise en jeu de l'engagement d'indemnisation stipulé ci-dessus, il en avisera par écrit et dans les meilleurs délais l'Emetteur.

8.4 - L'Emetteur pourra alors, s'il le juge approprié :

- a) faire assurer la défense de la Partie Indemnisée par un ou des conseils choisis en accord avec WPF, l'Emetteur supportant alors directement les frais et honoraires de ces conseils ; et
- b) s'il a confirmé par écrit que l'Action en question donnera lieu à indemnisation de sa part et dans la mesure où les règles de procédure applicables le permettent (et à l'exclusion de toutes procédures administratives ou réglementaires), s'associer à la procédure, étant entendu que la Partie Indemnisée conservera la direction de la procédure.

Nonobstant les stipulations ci-dessus, la Partie Indemnisée pourra néanmoins retenir un conseil distinct ; elle en supportera alors les frais et honoraires, sauf dans les cas suivants où ils seront supportés par l'Emetteur : (x) l'Emetteur n'a pas, dans un délai compatible avec la défense des droits de la Partie Indemnisée, fait connaître à la Partie Indemnisée son intention de faire assurer sa défense par un conseil choisi conformément au (a) ci-dessus ou décidé de s'associer à la procédure conformément aux stipulations du (b) ci-dessus, ou (y) l'Emetteur est partie à la procédure et sa représentation, ainsi que celle de la Partie Indemnisée, par un même conseil crée, de l'avis dudit conseil, un conflit d'intérêts.

Dans chacun des cas (x) et (y) visés à l'alinéa précédent, l'Emetteur s'engage à rembourser à la Partie Indemnisée les frais et honoraires du conseil distinct ainsi retenu, sur présentation de justificatifs détaillés (y compris du ou des conseils locaux accrédités auprès de la ou des juridictions concernées), au fur et à mesure que ces frais et honoraires sont facturés à la Partie Indemnisée.

8.5 - L'Emetteur indemniserà WPF du montant qui serait éventuellement mis à sa charge (1) par une décision judiciaire, administrative ou arbitrale rendue à la suite d'une Action, ou (2) aux termes d'une transaction mettant fin au litige conclue par WPF.

La Partie Indemnisée ne pourra transiger sur une Action sans l'accord préalable écrit de l'Emetteur, qui ne pourra être retardé ou refusé sans motif raisonnable. Toutefois, la Partie Indemnisée pourra transiger sur une Action sans l'accord préalable de l'Emetteur lorsque la Partie Indemnisée, après avoir adressé au moins trente (30) jours calendaires avant la date de cette transaction une mise en demeure relative au remboursement des frais et honoraires de conseil juridique valablement remboursables au titre du Contrat, n'a pas été remboursée avant la date de cette transaction.

ARTICLE 9. CONFIDENTIALITE

9.1 - Chacune des Parties s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations de quelque nature qu'elles soient, dont elle aura connaissance dans la préparation et l'exécution du Contrat, et à ne divulguer à aucun tiers les informations confidentielles dont elle aurait pu avoir connaissance au titre de l'exécution du Contrat, même après sa dénonciation ou sa résiliation.

9.2 - L'Emetteur s'engage en particulier :

- à ne jamais diffuser à des tiers la liste des Clients ayant participé à l'Opération, et à conserver de manière strictement confidentielle l'ensemble des informations les concernant, notamment et sans que cette liste soit limitative, leur identité, leurs coordonnées, et le montant de leur souscription soit (i) au capital de l'Emetteur ou à toute émission obligataire émise par l'Emetteur, sauf accord écrit de leur part ou obligations légales ;
- à détruire, et à ne jamais ni diffuser ni utiliser, les informations relatives à des Clients obtenues dans le cadre de la préparation et de la réalisation de l'Opération, à l'exception des informations concernant les Clients qui

seraient devenus actionnaires ou obligataire de l'Emetteur à la Date de Closing.

9.3 - De manière générale, chaque Partie pourra divulguer une information confidentielle :

- à toute personne assujettie à un devoir de confidentialité dans les termes du présent Article ;
- à la requête de toute autorité publique (notamment de la part de l'AMF, de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, de l'administration douanière ou fiscale, ou d'un juge pénal) ayant compétence à l'égard d'une telle Partie, pour les besoins de l'application de toute loi, règlement, ordonnance ou décision applicable à ladite Partie ;
- si cette divulgation est strictement nécessaire pour l'exécution des obligations découlant du Contrat.

9.4 - Par dérogation, l'Emetteur accepte et autorise WPF :

- à porter à la connaissance des Clients des éléments d'information contenus dans le Contrat, notamment et sans que cette liste soit limitative, les éléments liés à la rémunération prévue à l'Article 2 ci-avant, conformément à ses obligations réglementaires ;
- à faire figurer parmi ses références les travaux accomplis dans le cadre du Contrat, indépendamment de l'issue de l'Opération, sans limitation de durée ;
- à porter les informations contenues dans ce Contrat et les documents transmis à WPF à la connaissance des membres de son comité de sélection et à tout conseil que WPF sélectionnerait pour instruire, évaluer ou étudier le dossier.

9.5 - Tout projet de publication ou de communication d'informations à l'issue du Contrat, notamment sur la réalisation de l'Opération, devra être validé par les deux Parties.

ARTICLE 10. DEVOIR DE VIGILANCE

En application des dispositions des articles L. 561-1 et suivants du Code Monétaire et Financier relatives aux obligations en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, WPF est soumis à un devoir de vigilance et s'engage à respecter la réglementation en vigueur.

L'Opérateur de la Plateforme est notamment tenu de :

- déclarer les sommes ou opérations dont il sait, soupçonne ou a de bonnes raisons de soupçonner qu'elles proviennent d'une infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an, qu'elles participent au financement du terrorisme, ou qu'elles proviennent d'une fraude fiscale ;
- s'informer auprès de ses Clients en cas d'opérations apparaissant inhabituelles en raison notamment de leurs modalités, de leur montant ou de leur caractère exceptionnel au regard de celles traitées jusqu'alors ; cette information porte sur l'origine et la destination des sommes en cause ainsi que sur l'objet de la transaction et l'identité de la personne qui en bénéficie.

ARTICLE 11. DUREE DU CONTRAT

Le Contrat prend effet à la date de sa signature pour une durée indéterminée.


ARTICLE 12. RESILIATION DU CONTRAT

12.1 - La résiliation du Contrat peut être décidée à tout moment avec trente (30) jours calendaires de préavis, par chacune des Parties, qui informera l'autre Partie par courrier recommandé avec accusé de réception. Le Contrat

prendra alors fin 30 jour après la date de réception, ou de première présentation en l'absence de réception, du courrier susvisé par l'autre Partie.



12.2 - Les Parties resteront liées par les stipulations des Articles 2 (*Rémunération et Conditions de Paiements*), 3 (*Déclarations de l'Emetteur*), 4 (*Engagements de l'Emetteur*), 6 (*Engagements de WPF*), 7 (*Responsabilité*), 8 (*Indemnisation*), 9 (*Confidentialité*), 18 (*Loi Applicable*) et 19 (*Litiges*) et dont l'application continue dans les conditions définies au Contrat.

ARTICLE 13. RAPPORT ENTRE LES PARTIES - NOTIFICATIONS

13.1 - L'Emetteur et WPF désignent comme interlocuteurs  pour l'Emetteur, et Monsieur Cyril Tramon pour WPF.

13.2 - Chaque Partie fait élection de domicile à son siège social. Toute notification, pour être valable, doit être faite par lettre recommandée avec accusé de réception au siège social de la Partie concernée ou par voie électronique avec accusé de réception aux adresses suivantes :

- Monsieur Cyril Tramon : c.tramon@wesharebonds.com

- Monsieur/Madame  : mail

ARTICLE 14. ABSENCE D'ASSOCIATION OU DE MANDAT

Les Parties conviennent expressément que les stipulations du Contrat ne pourront en aucun cas être interprétées comme constituant une association de quelque nature que ce soit, un mandat, une fiducie ou une société en participation entre l'Emetteur et WPF.

ARTICLE 15. INFORMATIQUE ET LIBERTES

15.1 - L'utilisation des informations recueillies à l'occasion de l'exécution du Contrat dans le cadre de traitements automatisés d'informations à caractère personnel qui feront l'objet d'une conservation sur support informatique, ne sera faite par les Parties que pour leur permettre d'accomplir leurs engagements contractuels.

Les informations nominatives collectées sont destinées à l'usage exclusif des Parties, et à tout tiers ou sous-traitants dont l'intervention est nécessaire pour la bonne exécution des obligations prévues au Contrat.



15.2 - Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les Parties garantiront aux personnes faisant l'objet d'un traitement informatisé de disposer d'un droit d'opposition au traitement des données à caractère personnel les concernant en justifiant d'un motif légitime, ainsi que d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des informations les concernant.

ARTICLE 16. SOUS-TRAITANCE ET CESSIION DU CONTRAT

16.1 - L'Emetteur accepte le principe de la sous-traitance de tout ou partie des Prestations par WPF. Toutefois, dans ce cas, WPF doit obtenir de l'Emetteur un accord formel sur le sous-traitant proposé avant toute sous-traitance.

16.2 – WPF pourra transférer les droits et obligations au titre du Contrat à tout tiers de son choix. L'Emetteur accepte par avance le transfert du Contrat à un tiers, à l'occasion d'opérations de fusion, scission, apports ou de cession de fonds de commerce de WPF ou de toute opération ayant des effets similaires.

ARTICLE 17. DOCUMENTS CONTRACTUELS

17.1 – Le Contrat (y compris ses annexes) exprime seul l'intégralité de l'accord des Parties relativement a  son objet et se substitue a  l'ensemble des négociations, discussions, correspondances, accords et contrats entre les Parties relatives audit objet.

Le Contrat contient tous les engagements des Parties et ne peut être modifié que par un accord écrit, appelé avenant, établi à tout moment, signé par les personnes autorisées ou mandatées par chacune des Parties.

17.2 - Le préambule et les annexes font partie intégrante du Contrat.

17.3 - Le fait que l'une des Parties n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque du Contrat, que ce soit de façon temporaire ou permanente, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à ladite clause.

17.4 - Si une ou plusieurs des stipulations du Contrat ou de ses annexes sont déclarées non valides ou considérées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou d'une décision définitive d'une juridiction compétente, elles seront réputées non écrites et les autres stipulations demeureront en vigueur. Dans une telle hypothèse néanmoins, les Parties conviennent de se concerter et de tout mettre en œuvre afin d'intégrer dans le Contrat une nouvelle clause ayant pour effet de rétablir la volonté commune des Parties telle qu'exprimée dans la clause initiale et ce, dans le respect des dispositions et règlements applicables.

ARTICLE 18. LOI APPLICABLE

Le Contrat et les avenants qui pourraient être signés entre les Parties sont régis par le droit français, et seront interprétés conformément à celui-ci.

ARTICLE 19. LITIGES

Pour le cas où un différend ou un litige naîtrait entre les Parties du fait de l'interprétation, la validité ou l'exécution du Contrat, les Parties s'efforceront préalablement à toute action en justice de rechercher une solution amiable. En l'absence d'accord amiable, tout litige sera de la compétence exclusive du Tribunal de commerce de Paris.

Fait à Paris,
Le XX/XX/XXXX,
En deux exemplaires originaux,

Pour l'Emetteur

Pour WPF

Monsieur Cyril Tramon
Président

ANNEXE 1 – Conditions Particulières

Les conditions tarifaires applicables au Contrat et telles que définies à l'Article 2.2 sont les suivantes :

A. Rémunération au titre de l'instruction du dossier de l'Emetteur:

La rémunération fixe définie à l'Article 2.2.1 (*Rémunération fixe au titre de l'instruction du dossier de l'Emetteur*) est égale à mille cinq cent (1.500) euros hors taxes.

B. Rémunération fixe au titre du suivi technique de l'Opération pendant la Période de Collecte

La rémunération de suivi technique de l'Opération pendant la Période de Collecte définie à l'Article 2.2.2 (Suivi technique de l'Opération pendant la Période de Collecte) est égale à (mille cinq cent) 1.500 euros hors taxes et est intégralement déductible de la Commission de Succès.

C. Suivi technique de l'Opération entre la clôture de la Période de Collecte et la Date de Closing

La Commission de Succès définie à l'Article 2.2.3 (Suivi technique de l'Opération entre la clôture de la Période de Collecte et la Date de Closing) est déterminée comme suit :

- la Commission de Succès est égale à **4 %** (quatre pour cent) hors taxes du montant brut des Fonds Collectés sur la Plateforme, étant précisé que ne constitueront pas des Fonds Collectés sur la Plateforme les montants des souscriptions effectuées par des personnes ayant la qualité d'associé de l'Emetteur au jour de la signature du Contrat, dont la liste est communiquée le même jour à WPF ;
- En cas de résiliation du Contrat par l'Emetteur, la Commission de Succès est due sur la base d'un montant minimum de **4 %** (quatre pour cent) hors taxes du montant minimum, ou si supérieur du montant brut des Fonds Collectés sur la Plateforme, étant précisé que ne constitueront pas des Fonds Collectés sur la Plateforme les montants des souscriptions effectuées par des personnes ayant la qualité d'associé de l'Emetteur au jour de la signature du Contrat, dont la liste est communiquée le même jour à WPF.

D. Rémunération au titre du Suivi technique et administratif de l'Opération après la Date de Closing et indemnité de remboursement anticipé

La rémunération de suivi technique et administratif de l'Opération après la Date de Closing définie à l'Article 2.2.4 est égale à 1 % du montant de l'encours de l'Opération hors taxes, plafonnée à huit mille (8.000) euros hors taxes par an. La Commission est versée à WPF au plus tard cinq (5) jours ouvrés après la Date de Closing et ensuite au plus tard cinq (5) jours ouvrés après chaque date anniversaire.

Il est précisé que, pour le calcul de cette rémunération, ne constitueront pas des Fonds Collectés sur la Plateforme entrant dans le calcul du montant de l'encours de l'Opération, les montants des souscriptions effectuées par des personnes ayant la qualité d'associé de l'Emetteur au jour de la signature du Contrat, dont la liste est communiquée le même jour à WPF.

Les IRA définies à l'article 2.2.4 seront égales à 4% du montant de l'encours de l'Opération hors taxes. Elles seront versées à concurrence de la moitié (2%) à WPF et à concurrence de l'autre moitié (2%) aux Investisseurs proportionnellement à la quote-part que leurs Obligations représentent sur le montant total de l'Opération.

Dans l'hypothèse où le remboursement anticipé intervient au cours des douze premiers mois à compter de la mise à disposition des fonds à l'Emetteur, l'Emetteur devra payer, en sus des IRA, un montant forfaitaire d'intérêts égal à douze mois d'intérêts déduction faite des intérêts déjà payés depuis la mise à disposition des fonds.

Dans l'hypothèse où le remboursement anticipé intervient après les douze premiers mois à compter de la mise à disposition, l'Emetteur devra payer, en sus des IRA, les intérêts courus jusqu'à la date effective de remboursement.

Les IRA se substitueront à la rémunération de suivi technique et administratif de l'Opération visée ci-dessus.

Les IRA seront versées à WPF et aux Investisseurs concomitamment au remboursement anticipé de l'encours de l'Opération.

Toutefois, la quote-part des IRA revenant à WPF ne sera pas due si l'Emetteur refinance le montant de l'encours de l'Opération sur la Plateforme ; dans cette dernière hypothèse, seule la quote-part des IRA revenant aux Investisseurs sera due.

ANNEXE 2 – Modèle-type de présentation de la rubrique « Présentation de l'émetteur et du projet »

Modèle de document à fournir dans le cadre d'une offre de financement participatif

Ce document constitue l'annexe 1 de l'instruction AMF DOC-2014-12 - Informations aux investisseurs à fournir par l'émetteur et le conseiller en investissements participatifs ou le prestataire de services d'investissement dans le cadre d'une offre de financement participatif

PRESENTATION DE L'EMETTEUR ET DU PROJET
<p style="text-align: center;"><i>Logo éventuel</i> <i>Dénomination sociale de l'émetteur</i> <i>Forme sociale - Montant du capital social</i> <i>Adresse du siège social</i> <i>Numéro d'identification (RCS)- Greffe compétent</i></p>
<p>« Les investisseurs sont informés que la présente offre de titres financiers ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'Autorité des marchés financiers. »</p>
<p><u>I - Activité de l'émetteur et du projet</u></p> <p>Décrire¹ la nature des opérations effectuées actuellement par l'émetteur et ses principales activités, en mentionnant les principales catégories de produits vendus et/ou de services fournis et en recensant les principaux marchés sur lesquels il opère (les principales tendances récentes ayant des répercussions sur l'émetteur et ses secteurs d'activité) ainsi que le projet de l'émetteur et l'utilisation des fonds levés.</p> <p>L'émetteur indique également qu'il « n'a pas [ou a déjà réalisé] [ou réalise concomitamment] d'autres offres de financements participatifs (titres et prêts rémunérés ou non). » Le cas échéant, il est ajouté la phrase suivante : « Vous êtes invités à cliquer sur le lien hypertexte suivant pour accéder au tableau synthétisant les offres de financements participatifs de l'émetteur ».</p> <p>Cette description est suivie du paragraphe suivant :</p> <p>« Vous êtes invités à cliquer sur les liens hypertextes² suivants pour accéder :</p> <ul style="list-style-type: none">> aux comptes existants :> [s'ils existent] les rapports du (ou des) commissaire(s) aux comptes réalisés au cours du dernier exercice et de l'exercice en cours :> au tableau d'échéancier de l'endettement sur 5 ans :> des éléments prévisionnels sur l'activité :> [le cas échéant] à l'organigramme du groupe auquel appartient l'émetteur et la place qu'il y occupe » :> au curriculum vitae des représentants légaux de la société :> à l'organigramme des principaux membres de l'équipe de direction. <p>Une copie des rapports des organes sociaux à l'attention des assemblées générales du dernier exercice et de l'exercice en cours peut être obtenue sur demande à l'adresse suivante : [●] »</p>
<p><u>II - Risques liés à l'activité de l'émetteur et à son projet</u></p> <p>Fournir une description succincte³ des principaux facteurs de risques (10 maximum) qui selon l'émetteur sont spécifiques à son activité et à son projet.</p> <p>Parmi ces risques figure notamment le risque relatif à la situation financière de l'émetteur. Pour ce risque le paragraphe suivant est au minimum reproduit avec l'alternative appropriée : « Risque lié à la situation financière de la société – Actuellement, avant la réalisation de la levée de fonds de la présente offre, la société dispose [ou ne dispose pas], d'un fonds de roulement net suffisant pour faire face à ses obligations et à ses besoins de trésorerie pour les 6 prochains mois. » A cette déclaration est ajoutée, pour les 6 mois ultérieurs, une présentation des sources de financement à l'étude en lien avec le projet présenté.</p>

¹ 30 lignes maximum.

² Le lien hypertexte renvoie vers une page spécifique du site internet dédiée au téléchargement des documents présentés dans le tableau.

³ 5 lignes maximum par facteur de risques

Cette description est suivie de la mention : « Avec le temps, de nouveaux risques pourront apparaître et ceux présentés pourront évoluer. »

III - Capital social

Un premier paragraphe est constitué des trois mentions suivantes :

- « Le capital social de la société est intégralement libéré. A l'issue de l'offre, le capital social de la société sera composé d'une seule catégorie d'actions ordinaires conférant des droits identiques » ; ou « Le capital social de la société est intégralement libéré. A l'issue de l'offre, le capital social de la société sera composé de plusieurs catégories d'actions conférant chacune des droits différents. »,
- « La société a par ailleurs émis des valeurs mobilières donnant accès à son capital social⁴ et/ou a attribué des droits donnant accès à son capital social⁵, représentant ensemble, à l'issue de l'offre, une augmentation de capital social potentielle maximum de [●]⁶ % » ; ou « La société n'a pas émis de valeurs mobilières donnant accès à son capital social ni attribué de droits donnant accès à son capital social. »,
- « L'assemblée générale de la société a aussi conféré des délégations de compétence permettant d'augmenter immédiatement et/ou à terme le capital social sans avoir à solliciter à nouveau l'assemblée générale des associés dans la limite de [●] % du capital social de l'émetteur. La délégation la plus longue prend fin le [JJ/M/AA]. Le tableau présentant de manière détaillée la liste de ces délégations est accessible en cliquant sur ce [> lien hypertexte](#). » ou « Il n'existe pas de délégation de compétence permettant d'augmenter immédiatement et/ou à terme le capital social sans avoir à solliciter à nouveau l'assemblée générale des associés ».

Dans un paragraphe distinct indiquer : « Vous êtes invités à cliquer sur le lien hypertexte suivant pour accéder au [tableau décrivant la répartition de l'actionnariat de la société](#) »

Dans un paragraphe distinct, faire un résumé⁷ décrivant les droits et conditions attachés⁸ aux valeurs mobilières émises donnant accès au capital social et, le cas échéant, les droits attribués.

Dans un paragraphe distinct indiquer : « Vous êtes invités à cliquer sur le(s) lien(s) hypertexte(s) suivant(s) pour accéder à l'information sur les droits et conditions attachés à toutes les actions ou valeurs mobilières émises donnant accès au capital social de l'émetteur ou à des droits attribués donnant accès immédiatement ou à terme au capital social de l'émetteur :

- [articles \[●\], \[●\] et \[●\] des statuts de \[●\]](#) ;
- [Donner le nom et les références des autres documents conférant des droits et créer le\(s\) lien\(s\) hypertexte\(s\) correspondant\(s\)](#).

IV - Titres offerts à la souscription

IV.1- Droits attachés aux titres offerts à la souscription

L'information est résumée⁹ et recouvre tous les droits (droits de vote, droits financiers et droit d'accès à l'information) attachés aux titres offerts. Si les titres offerts sont fongibles avec des titres d'une catégorie existante décrite au III, l'indiquer et reproduire ici le résumé correspondant.

Cette description est suivie du paragraphe suivant :

« Vous êtes invités à cliquer sur le(s) lien(s) hypertexte(s) suivant(s) pour accéder à l'information exhaustive sur les droits et conditions attachés aux titres qui vous sont offerts :

- > [articles \[●\], \[●\] et \[●\] des statuts de \[●\]](#)
- > [Donner le nom et les références des autres documents conférant des droits et créer le\(s\) lien\(s\) hypertexte\(s\) correspondant\(s\)](#)

⁴ L'expression « donnant accès à son capital social » utilisée dans la présente instruction et associée à « valeurs mobilières » ou à « droits », désigne ceux donnant accès immédiatement ou à terme à des titres de capital à émettre ou déjà existants.

⁵ L'expression « droits » utilisée dans la présente instruction désigne tous les droits attribués par la société à des personnes leur permettant à terme de devenir propriétaires de titres de capital de la société. Ainsi, à titre d'exemple cette expression recouvre les options donnant droit à la souscription ou l'achat d'actions (« stock-options ») ou les actions gratuites attribuées depuis moins de deux ans (en période d'acquisition) qui ne sont pas encore émises.

⁶ Les parties indiquées par le sigle : « [●] » dans la présente Annexe sont à compléter du chiffre correspondant ou de l'information pertinente.

⁷ 5 lignes maximum par catégorie de valeurs mobilières donnant accès au capital ou de droits

⁸ Cette description synthétise les conditions d'exercice, les droits de votes, financiers et d'information qu'elles/ils confèrent immédiatement ou à terme.

⁹ 5 lignes maximum

Une information est donnée sur le niveau de participation auquel les dirigeants de l'émetteur se sont eux-mêmes engagés dans le cadre de l'offre proposée.

IV.2 – Conditions liées à la cession ultérieure des titres offerts à la souscription

Lorsqu'elles existent¹⁰, lister et décrire succinctement¹¹ :

- les clauses restreignant la faculté de céder les titres souscrits (ex. : clauses d'agrément, clauses d'inaliénabilité temporaire),
- les clauses de cession forcée (ex. : clauses d'exclusion, clauses de rachat, obligation de sortie conjointe en cas de changement de contrôle), en précisant notamment les conditions financières et la part de titres souscrits par l'investisseur qu'il sera tenu de céder,
- les clauses conférant un droit de sortie conjointe en cas de survenance d'un fait générateur (ex. : changement de contrôle).

Cette description est suivie de la phrase suivante : « L'investisseur est invité à cliquer sur ce [lien hypertexte pour accéder à des exemples¹² d'application de ces clauses de liquidité](#) et à cliquer sur le(s) lien(s) hypertexte(s) suivant(s) pour accéder aux stipulations exhaustives encadrant la liquidité des titres financiers offerts :

- > [articles \[●\], \[●\] et \[●\] des statuts de \[●\]](#)
- > [Donner le nom et les références du/ des autres document\(s\) encadrant la liquidité des titres offerts](#)

IV. 3 Risques attachés aux titres offerts à la souscription

Reproduire l'avertissement suivant :

“l'investissement dans des sociétés non cotées comporte des risques spécifiques :

- *risque de perte totale ou partielle du capital investi*
- *risque d'illiquidité : la revente des titres n'est pas garantie, elle peut être incertaine, partielle, voire impossible”*
- Le cas échéant préciser : *“risque lié à la cession de contrôle : les investisseurs ne bénéficient pas d'une clause leur permettant de céder leurs titres dans des conditions financières équivalentes à celles de l'actionnaire qui céderait le contrôle de la société.*
- *le retour sur investissement dépend de la réussite du projet financé”.*

IV.4 Modification de la composition du capital de l'émetteur liée à l'offre

Présenter un tableau récapitulatif la répartition du capital et des droits de vote avant et après la réalisation de l'offre (en prenant pour hypothèse que l'intégralité des titres offerts sera souscrite). Le tableau présente par ordre d'importance numérique décroissant le poids des actionnaires au capital de l'émetteur.

V - Relations avec le teneur de registre de la société

Indiquer le nom et les coordonnées (y compris e-mail) du teneur de registre (émetteur ou son mandataire) et les conditions dans lesquelles les copies des inscriptions aux comptes individuels des investisseurs dans les livres de l'émetteur, matérialisant la propriété de leur investissement, seront délivrées.

VI - Interposition de société(s) entre l'émetteur et le projet

Si l'émetteur n'est pas la société qui réalise le projet, toutes les rubriques mentionnées ci-dessus relatives à l'émetteur des titres offerts sont complétées par des informations de même nature sur la société qui réalise le projet et le cas échéant, sur chacune des sociétés s'interposant entre la société qui réalise le projet et celle qui réalise l'offre.

Un organigramme détaille cette/ces interposition(s).

Une information est donnée sur les accords contractuels entre les sociétés susvisées lorsque de tels accords existent.

¹⁰ En l'absence de stipulations des statuts ou d'un pacte organisant la liquidité des titres offerts, insérer une mention explicite indiquant l'absence de telles clauses.

¹¹ 10 lignes maximum par clause

¹² Ces exemples explicitent les conditions d'application des stipulations statutaires ou contractuelles relatives à la liquidité des titres offerts. Ils décrivent au moins les deux hypothèses suivantes pour l'investisseur qui lui permettent de comprendre les modalités de calcul de la quote-part (du produit de cession de la société/du projet, du produit de liquidation ou des dividendes) qu'il pourrait être amené à percevoir et celle revenant, éventuellement, aux porteurs d'autres catégories de titres financiers dans l'hypothèse où surviendrait un événement déclenchant la mise en œuvre d'une de ces clauses de liquidité :

- un scénario où la valeur de la société est divisée par quatre depuis la date d'investissement et
- un scénario où la valeur de la société augmente de 50% depuis la date d'investissement

Si l'offre de souscription des titres donne lieu à la publication d'un prospectus visé par l'AMF, seules les informations présentées par le prestataire sont indiquées. Ces informations sont précédées d'une mention précisant que :

“La présente offre constitue une offre au public de titres financiers qui a donné lieu à la publication d'un prospectus visé par l'AMF. Vous êtes invités à cliquer sur le lien hypertexte suivant pour accéder [à ce prospectus](#)”

INFORMATIONS PRESENTÉES PAR LE PRESTATAIRE QUI GERE LE SITE INTERNET

Logo éventuel
Dénomination sociale du prestataire
(Le cas échéant forme sociale – Montant du capital social)
Adresse du siège social
Numéro d'identification (RCS)
Conseiller en investissements participatifs immatriculé auprès de l'Organisme pour le registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (ORIAS) sous le n° XXXXXXXX. ou
Prestataire de services d'investissement agréé par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) sous le n° XXXXXXXX.

I - Modalités de souscription

Les modalités de recueil et de transmission à l'émetteur des bulletins de souscription ainsi que les règles appliquées en cas de sursouscription sont présentées. Il est indiqué si les souscriptions sont ou non révocables avant la clôture de l'offre.

Cette description est suivie du paragraphe suivant :

“Vous êtes invités à cliquer sur le(s) lien(s) hypertexte(s) suivant(s) pour accéder¹³ à la documentation juridique vous permettant de répondre à l'offre :

- > Bulletin de souscription*
- > [Le cas échéant] un document présentant l'ensemble de la documentation juridique à remplir par l'investisseur (bulletin de souscription, pacte d'associés, promesse de vente de titres, etc...)*
- > [Le cas échéant] la fiche de renseignement à compléter et à retourner à la société*

Insérer un calendrier indicatif de l'offre qui présente par ordre chronologique les étapes clés de l'offre pour les investisseurs (notamment¹⁴ : date d'ouverture de l'offre, date de clôture de l'offre, date à laquelle les investisseurs sont débités de la somme correspondant au montant de leur souscription, date d'émission des titres offerts, date et modalités de communication des résultats de l'offre).

Il est également indiqué les modalités de restitution du montant de la souscription en cas de non réalisation de l'offre ou de sur-souscription.

II - Frais

II.1 Frais facturés à l'investisseur

Donner une information détaillée permettant à l'investisseur de comprendre tous les frais qu'il supportera (lors de la souscription et ultérieurement jusqu'à la cession de ses titres) : type de frais / fréquence de facturation/ assiette et % ou montant forfaitaire.

Si l'émetteur n'est pas la société qui réalise le projet, ces indications comprennent l'estimation des coûts de fonctionnement de la société émettrice des titres offerts (frais bancaires, frais administratifs (ex : domiciliation du siège social, frais liés à la tenue des assemblées générales (frais postaux, frais de location de salle, etc.), juridiques (frais liés à la préparation de la documentation juridique relative à la vie de la société (assemblée générales, etc.), frais liés à la tenue à jour des registres de mouvements de titres et des comptes d'actionnaires et frais liés aux réponses aux questions des banques (par exemple pour les titres inscrits au nominatif administré (ex : PEA), frais liés à l'établissement et à la vérification de la comptabilité (frais des experts comptables et des commissaires aux comptes)) et, le cas échéant, les frais de fonctionnement de chacune des sociétés s'interposant entre l'émetteur et la société qui réalise le projet.

¹³ L'accès à la documentation juridique permettant de souscrire à l'offre ne pourra pas avoir lieu tant que l'internaute n'aura pas (i) téléchargé le document d'information conforme à la présente Annexe à l'Instruction AMF DOC-2014-12 ou le prospectus visé par l'AMF et (ii) n'aura pas confirmé à la plateforme qu'il a pris connaissance des informations contenues dans ce document.

¹⁴ Si l'offre a fait l'objet d'un document d'information modifié, le calendrier est complété de la période pendant laquelle les souscriptions pourront être remboursées et l'éventuelle perception de frais non remboursés en cas de demande d'annulation des souscriptions.

Fournir une information récapitulative sous forme de scenarii au moyen du tableau suivant (pour un montant initial de titres souscrits de 1 000 euros) afin de permettre à l'investisseur de comprendre de manière optimale l'impact des frais qui lui sont facturés.

Faire précéder le tableau de la mention suivante :

‘Les scenarii de performance mentionnés dans ce document ont pour seul but de donner à l'investisseur des éléments d'information concernant les frais qui pourront lui être facturés. Ils ne sauraient en aucune façon être interprétés comme une indication de la performance possible ou probable de la valeur concernée et ne peuvent en aucune façon engager la responsabilité du prestataire’.

Scenarii de performance (évolution de la valeur de la société 5 ans après la souscription, en % de la valeur initiale)	Montant de la souscription initiale (en euros)	Valorisation des titres souscrits 5 ans après	Montant total des frais facturés sur 5 ans¹⁵ (en euros)
<i>Scénario pessimiste : division par 4 de la valeur</i>	[●]	[●]	[●]
<i>Scénario optimiste : augmentation de 50 % de la valeur</i>	[●]	[●]	[●]

* y compris, le cas échéant, les frais de fonctionnement de chacune des sociétés s'interposant entre l'investisseur et la société qui réalise le projet.

Si le montant des frais est dégressif en fonction du montant souscrit un ou plusieurs tableaux supplémentaires en présentent les modalités de calcul.

Après le tableau, ajouter la mention suivante : *‘les frais acquittés réduisent la rentabilité de l'investissement’*.

Préciser si des frais sont ou non facturés à l'investisseur en cas de non réalisation de l'offre et indiquer leur montant.

II.2 Frais se rapportant aux prestations fournies à l'émetteur

La description des frais facturés à l'investisseur est suivie du paragraphe suivant : *‘Vous avez la possibilité d'obtenir la description détaillée des prestations fournies à l'émetteur des titres dont la souscription est envisagée et les frais s'y rapportant sur demande à l'adresse suivante : [●]’.*

REVENTES ULTERIEURES DES TITRES OFFERTS A LA SOUSCRIPTION

Les phrases suivantes sont reprises :

‘Les reventes ultérieures ne pourront pas être réalisées de manière totalement libre mais seront susceptibles de se voir appliquer des conditions très strictes prévues par des dispositions du code monétaire et financier et du règlement général de l'AMF.’

En effet, la diffusion, directe ou indirecte, dans le public des instruments financiers ainsi souscrits ne pourra être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L. 411-1, L. 411-2, L. 412-1 et L. 621-8 à L. 621-8-3 du code monétaire et financier.’

Si l'offre relève du 2 ° du II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier, ajouter :

‘Les personnes ou entités mentionnées au 2 ° du II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier (des investisseurs qualifiés ou les personnes, autres que des investisseurs qualifiés, composant le cercle restreint de moins de 150 investisseurs) ne peuvent participer à cette offre que pour compte propre dans les conditions fixées par les articles D. 411-1, D. 411-2, D. 734-1, D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du code monétaire et financier’

¹⁵ Lors de la souscription et pendant les 5 années suivantes

ANNEXE 3 - Liste des documents/informations à fournir à WPF avant l'Opération

- 1) Extrait K Bis datant de moins de deux semaines ;
- 2) Statuts certifiés conformes ;
- 3) Certificat de non-faillite et état des privilèges et nantissements datant de moins de deux semaines ;
- 4) Registre des actions et autres mobilières et information sur l'existence et les caractéristiques de titres financiers donnant accès au capital ;
- 5) Pacte d'actionnaires ;
- 6) Procès-verbal de la décision sociale autorisant l'Opération ;
- 7) Procès-verbal de la décision de réaliser l'Opération ;
- 8) Procès-verbaux des assemblées générales ordinaires, mixtes et extraordinaires ou des décisions d'associés des deux années précédentes ;
- 9) Relevé d'identité bancaire ;
- 10) Comptes annuels, et comptes consolidés le cas échéant ;
- 11) Présentation commerciale ;
- 12) Toute information pertinente sur l'endettement de l'Emetteur.